

I- Les relations extérieures du Canada

Manon Tessier

Volume 22, numéro 3, 1991

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/702880ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/702880ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce document

Tessier, M. (1991). I- Les relations extérieures du Canada. *Études internationales*, 22(3), 577–594. <https://doi.org/10.7202/702880ar>

Chronique des relations extérieures du Canada et du Québec

Manon TESSIER*

I – Les relations extérieures du Canada

(avril à juin 1991)

A — Aperçu général

Le 21 avril, le Premier ministre canadien annonçait un important remaniement ministériel qui touchait dix-sept membres de son Cabinet. Ainsi, M. Joe Clark, secrétaire d'État aux Affaires extérieures depuis 1984, était remplacé par Mme Barbara McDougall qui laissait son portefeuille de l'Emploi et de l'Immigration à M. Bernard Valcourt. M. Michael Wilson, auparavant aux Finances, devenait ministre du Commerce extérieur tandis que M. John Crosbie, ancien détenteur de ce poste, était muté au ministère des Pêches et des Océans. M. Jean Charest réintérait le Cabinet en tant que titulaire de l'Environnement et M. Marcel Masse, longtemps ministre des Communications, passait à la Défense nationale. Quant à Mme Monique Landry, elle voyait ajouter à ses actuelles fonctions de ministre des Relations extérieures la charge du dossier de la Francophonie.¹

La transition des dossiers en politique étrangère se faisait dans la continuité, les ministres se familiarisant avec leurs nouvelles responsabilités lors des rencontres multilatérales qui ponctuent habituellement le printemps. Quant au Premier ministre, il effectuait deux importants voyages, l'un en Asie et l'autre en Allemagne.

* Documentaliste au Centre québécois de relations internationales.

1. Cabinet du Premier ministre, *Communiqué de presse*, 21 avril 1991; Chantal HÉBERT, *Le Devoir*, 22 avril 1991, pp. 1 et 4; Graham FRASER, *The Globe and Mail*, 22 avril 1991, pp. A1 et A3.

B — Les politiques de défense

1 — La politique canadienne de défense

Des dossiers importants attendaient le nouveau ministre de la Défense nationale, M. Marcel Masse, qui, trois jours après sa nomination, voyait le vice-amiral Charles Thomas, chef du Commandement maritime et vice-chef de l'état-major de la Défense, remettre sa démission en raison de son désaccord avec le projet de réforme de la politique de défense canadienne.² D'ailleurs, la révision tant attendue de cette politique, apparemment dans sa phase finale d'élaboration, n'était toujours pas présentée à la fin du mois de juin.

Le nouveau ministre devait également faire cas de la réalité fiscale du dernier budget fédéral et annonçait le 17 mai la réduction ou l'annulation de projets d'acquisition de matériel concernant l'achat de munitions et de véhicules nordiques et le remplacement d'armes portatives. L'élimination de près de 1 000 emplois au Quartier général de la Défense nationale à Ottawa était également décidée. Aucune annonce officielle ne touchait toutefois la fermeture de bases militaires au Canada.³

2 — Les réunions de l'Alliance atlantique

Le Comité des plans de défense et le Groupe des plans nucléaires tenaient à Bruxelles, les 28 et 29 mai, leurs sessions annuelles de niveau ministériel,⁴ quelques jours avant la conférence des ministres des Affaires étrangères de Copenhague. Les leçons tirées de la crise du Golfe et la poursuite de l'élan donné par la Déclaration de Londres de juillet 1990 sur la transformation de l'Alliance engageaient encore une fois les participants dans la voie de l'adaptation des structures de l'OTAN au contexte actuel. Si la majorité des décisions était reportée au Sommet de l'Alliance à l'automne, les ministres souscrivaient néanmoins à un projet de force d'intervention rapide. Ce nouveau dispositif organisé en unités multinationales à forte composante européenne mettra au moins cinq ans à s'établir. À l'issue de la réunion, la secrétaire d'État aux Affaires extérieures, Mme Barbara McDougall notait avec satisfaction le passage de l'OTAN vers une organisation plus souple et l'établissement de liens solides avec l'Europe centrale, l'Europe de l'Est et l'Union soviétique.⁵

2. Ministère de la Défense nationale, *Communiqué no 17/91*, 26 avril 1991; Manon CORNELLIER, *Le Devoir*, 27 avril 1991, pp. A1 et A4; Geoffrey YORK et Kevin Cox, *The Globe and Mail*, 27 avril 1991, pp. A1 et A2.

3. Ministère de la Défense nationale, *Communiqué no 23/91*, 17 mai 1991; Geoffrey YORK, *The Globe and Mail*, 18 mai 1991, p. A1; *La Presse*, 18 mai 1991, p. F1; Geoffrey YORK, *The Globe and Mail*, 26 avril 1991, pp. A1 et A2.

4. Voir *Le Devoir*, 29 mai 1991, p. A6; *The Globe and Mail*, 29 mai 1991, p. A11.

5. Secrétaire d'État aux Affaires extérieures, *Communiqué no 135*, 5 juin 1991; *Le Devoir*, 7 juin 1991, p. A6; *The Globe and Mail*, 7 juin 1991, p. A12 et 8 juin 1991, p. A7; voir aussi *Le Monde*, 29 mai 1991, p. 4 et 8 juin 1991, pp. 1 et 8.

C — Les politiques économiques et commerciales

1 — Les négociations sur le libre-échange nord-américain

L'étape des négociations formelles entre le Canada, le Mexique et les États-Unis pour la création d'une zone de libre-échange continentale s'amorçait ce trimestre-ci par une réunion préparatoire ministérielle. Le ministre canadien du Commerce extérieur, M. Michael Wilson, recevait le 12 juin à Toronto ses homologues mexicain et américain, M. Jaime Serra et Mme Carla Hills.⁶ Le travail des négociateurs en chef des trois pays, M. John Weekes pour le Canada, M. Herminio Blanco pour le Mexique et M. Julius Katz pour les États-Unis, succédera sur une base régulière à ces pourparlers ministériels ponctuels. Six grands domaines seront ainsi abordés par les équipes de négociation à savoir l'accès des marchés, les services, le règlement sur le commerce, les investissements, la propriété intellectuelle et le règlement des litiges. Parmi les points que le Canada entend soutenir au cours des prochains mois de négociations, on signalait la protection du secteur culturel canadien, l'amélioration de l'accès aux marchés pour les services financiers et le maintien des acquis de l'accord de libre-échange canado-américain.⁷

2 — L'exportation et la vente d'armes à l'étranger

Le ministre du Commerce extérieur, M. Michael Wilson, déposait le 23 mai des amendements à la Loi canadienne sur les licences d'exportation et d'importation afin de lever l'interdit qui empêche depuis 1978 les compagnies canadiennes de vendre des armes automatiques à l'étranger. En vertu de ce projet de loi, les pays dont le nom figure sur la liste dressée par le gouvernement pourront devenir des clients éventuels des fabricants d'armes canadiens. Il s'agit de gouvernements avec lesquels le Canada possède déjà des ententes de recherche, de développement ou de production en matière de défense.⁸

D — Les politiques d'immigration

Les listes des professions utilisées pour évaluer les demandes des personnes désirant immigrer au Canada, c'est-à-dire la liste des professions désignées et la liste générale des professions, étaient de nouveau modifiées le 15 mai. Par exemple, des points supplémentaires seront inscrits aux dossiers des requé-

6. *Le Devoir*, 13 juin 1991, p. A5; Drew FAGAN, *The Globe and Mail*, 13 juin 1991, p. 1.

7. Voir Ministre du Commerce extérieur, *Déclaration no 91/22*, 25 avril 1991 et *Déclaration no 91/29*, 3 juin 1991; Maurice GIRARD, *Le Devoir*, 1^{er} mai 1991, p. A5 et 17 mai 1991, p. A5; Drew FAGAN, *The Globe and Mail*, 4 juin 1991, pp. B1 et B20.

8. Ministre du Commerce extérieur, *Communiqué no 123*, 23 mai 1991; Chantal HÉBERT, *Le Devoir*, 24 mai 1991, pp. A1 et A4; Geoffrey YORK, *The Globe and Mail*, 24 mai 1991, p. A3 et 20 juin 1991, pp. A1 et A2; voir aussi Ministre du Commerce extérieur, *Déclaration no 91/25*, 30 mai 1991.

rants qui exercent les métiers d'optométristes, d'hygiénistes dentaires ou de chefs cuisiniers et qui sont disposés à s'établir dans une province où leurs compétences sont en demande. Rappelons que cette liste générale avait été temporairement fermée le 30 janvier dernier.⁹

Par ailleurs, les quotidiens rapportaient en avril que des modifications seront apportées au processus de sélection des réfugiés et des immigrants retraités. Ainsi, les revendicateurs au statut de réfugié pourraient compléter un document écrit, au lieu de se présenter à une audience,¹⁰ pour que la crédibilité de leur requête soit acceptée tandis que certains programmes concernant des immigrants retraités considérés indépendants et autosuffisants financièrement seraient supprimés.¹¹

E — Organisations et réunions internationales

1 — L'ONU

Le 29 avril, le Conseil de Sécurité adoptait la résolution no 690 établissant une mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara Occidental (MINURSO). Le Canada participe bien sûr à cette opération et le brigadier-général Armand Roy était nommé le 27 juin au poste de commandant du contingent militaire. Cette force onusienne devrait compter quelque 1 700 soldats originaires de 36 pays. Leur nombre exact ainsi que leurs responsabilités n'étaient pas encore connus à la fin du trimestre.¹²

L'implication canadienne se faisait également sentir dans d'autres opérations et activités de l'ONU. Par exemple, quinze officiers canadiens seront dépêchés pour la seconde phase de la Mission de vérification des Nations Unies en Angola (UNAVEM II)¹³ tandis qu'un contingent de 300 soldats assureront la présence du pays au sein de la Mission d'observation des Nations Unies pour l'Irak et le Koweït (UNIKOM).¹⁴ De plus, la participation de spécialistes canadiens aux travaux de la Commission spéciale des Nations Unies sur l'élimination des armes de destruction massive de l'Irak était confirmée le 25 juin.¹⁵

Par ailleurs, on apprenait à la fin du mois de mai la réélection du Canada à la Commission des droits de l'Homme pour une nouvelle période de trois ans.

9. Ministre de l'Emploi et de l'Immigration, *Communiqué no 91-14*, 15 mai 1991; Estanislao OZIEWICZ, *The Globe and Mail*, 16 mai 1991, p. A4.

10. Isabelle PARÉ, *Le Devoir*, 27 avril 1991, pp. A1 et A4.

11. Estanislao OZIEWICZ, *The Globe and Mail*, 29 avri 1991, pp. A1 et A2.

12. Ministère de la Défense nationale, *Communiqué no 29/91*, 27 juin 1991; voir aussi *The Gazette*, 26 juin 1991, p. A7 et Jocelyn COULON, *Le Devoir*, 17 juillet 1991, p. 9.

13. Gouvernement du Canada, *Communiqué no 146*, 21 juin 1991.

14. Gouvernement du Canada, *Communiqué*, 16 avril 1991; Manon CORNELIER, *Le Devoir*, 16 avril 1991, p. A2; *The Globe and Mail*, 15 avril 1991, p. A7.

15. Gouvernement du Canada, *Communiqué no 147*, 25 juin 1991.

Mme Raynell Andreychuk, ambassadrice au Portugal, continuera de diriger la représentation canadienne pour ce second mandat.¹⁶

2 – Le Commonwealth

Le Secrétaire général du Commonwealth, M. Emeka Anyaoku, était attendu au Canada les 25, 26 et 27 juin pour une visite de travail au cours de laquelle des discussions avec les autorités canadiennes relatives aux préparatifs de la prochaine réunion de chefs d'État et de gouvernement du Commonwealth étaient prévues. Cette visite devait aussi donner lieu à une rencontre avec la nouvelle secrétaire d'État aux Affaires extérieures et à des discussions sur la question des sanctions économiques imposées à l'Afrique du Sud.¹⁷

3 – La Francophonie

Le secrétaire général de l'Agence de coopération culturelle et technique, M. Jean-Louis Roy, effectuait une visite officielle au Canada, au Québec et au Nouveau-Brunswick du 5 au 11 mai. Au cours de son passage à Ottawa, M. Roy rencontrait Mme Monique Landry, ministre chargé de la Francophonie et M. Jean Charest, ministre de l'Environnement. Ces rencontres étaient autant d'occasions d'informer M. Roy des intentions canadiennes en prévision du quatrième Sommet francophone qui se tiendra à Paris du 19 au 21 novembre prochain.¹⁸

4 – L'OEA

Les rapports entre le Canada et l'Organisation des États américains s'ouvraient ce trimestre par la visite du Secrétaire général de l'OEA au Canada, M Joao Clemente Baena Soares, les 28, 29 et 30 avril. Des questions d'intérêt commun étaient discutées lors de ce séjour.¹⁹ Le Canada participait ensuite, pour une deuxième fois à titre de membre actif, à l'Assemblée générale de l'OEA qui avait lieu cette année à Santiago du 3 au 8 juin. L'ordre du jour était chargé et la délégation canadienne dirigée par la secrétaire d'État aux Affaires extérieures était particulièrement active à soutenir l'idée d'une coopération des pays membres en matière de contrôle des armements et l'établissement rapide de l'Unité de promotion de la démocratie. Elle soumettait également la candidature de l'ancienne juge de la Cour suprême du Canada, Mme Bertha Wilson, à la Cour interaméricaine des droits de la personne.²⁰

16. Secrétaire d'État aux Affaires extérieures, *Communiqué no 132*, 30 mai 1991.

17. Secrétaire d'État aux Affaires extérieures, *Communiqué no 148*, 25 juin 1991.

18. Ministre des Relations extérieures et du Développement international, *Communiqué no 105*, 2 mai 1991.

19. Secrétaire d'État aux Affaires extérieures, *Communiqué no 99*, 26 avril 1991.

20. Secrétaire d'État aux Affaires extérieures, *Communiqué no 126*, 28 mai 1991, *Discours no 91/30*, 3 juin 1991 et *Communiqué no 134*, 4 juin 1991.

Cette réunion internationale permettait aussi à Mme McDougall de tenir plusieurs rencontres bilatérales avec ses homologues d'Amérique latine et des Caraïbes notamment les ministres du Venezuela, d'Argentine, de Colombie, du Costa Rica et de la Jamaïque. Ces discussions ont porté sur le rôle de l'OEA et certaines questions bilatérales.

5 – La CSCE

La secrétaire d'État aux Affaires extérieures dirigeait à Berlin, les 19 et 20 juin, la délégation canadienne à la réunion inaugurale du Conseil des ministres de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe. Cette première réunion des ministres des Affaires étrangères – 35 depuis l'adhésion de l'Albanie – s'achevait avec un compromis sur le mécanisme de règlement des conflits en situation d'urgence. Le Canada avait pris position en faveur d'un Centre de prévention des conflits qui serait «un instrument de sécurité collective souple» permettant la convocation de réunions d'urgence. Il encouragea aussi l'adoption d'une déclaration politique sur la transparence en matière d'armes conventionnelles.²¹

6 – Le FMI et la BM

Une semaine après sa nomination, l'un des premiers gestes du nouveau ministre des Finances du Canada, M. Don Mazankowski, fut de participer aux réunions de printemps du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale.²² C'est toutefois M. Michael Wilson, anciennement à ce poste, qui présidait la séance du Comité intérimaire du Conseil des gouverneurs du FMI, les 29 et 30 avril, réunion à l'issue de laquelle il abandonna ses fonctions de président de ce comité.

M. Mazankowski participait aux deux réunions des ministres des Finances et des gouverneurs des Banques centrales du Groupe des Sept, l'une le 28 avril à Washington, l'autre le 23 juin à Londres. Ces réunions, à l'instar de celles du FMI et de la BM, portaient sur les politiques à suivre à l'égard de la montée du dollar et des taux d'intérêt, sur les réformes économiques en Union soviétique et sur l'aide aux pays touchés par la guerre du golfe Persique. Le ministre canadien prenait position sur ces dossiers notamment en présentant un plan de redressement régional pour les pays du Golfe et en considérant favorablement l'octroi à l'URSS du statut de membre associé au FMI.²³

21. Secrétaire d'État aux Affaires extérieures, *Communiqué no 137*, 13 juin 1991 et *Déclaration no 91/32*, 19 juin 1991; *Le Devoir*, 21 juin 1991, p. A8; *The Globe and Mail*, 21 juin 1991, p. A8.

22. *Bulletin du FMI*, 20 mai 1991, pp. 145-150.

23. Maurice GIRARD, *Le Devoir*, 30 avril 1991, p. A5; Madeleine DROHAN, *The Globe and Mail*, 24 juin 1991, p. A1; voir aussi *The Globe and Mail*, 29 avril 1991, p. B2.

7 – La Banque asiatique de développement (BAsD)

La ville de Vancouver accueillait, du 24 au 26 avril, la 24^{ème} Assemblée générale de la Banque asiatique de développement. Assistaient à cet événement quelque 2500 délégués représentant une cinquantaine de pays ainsi que plusieurs banques, entreprises et organisations internationales. Un colloque de deux jours intitulé «Le développement de l'Asie: une collaboration à l'échelle mondiale» avait précédé la tenue de l'Assemblée.

À cette occasion, la secrétaire d'État aux Affaires extérieures et présidente du Conseil des gouverneurs, Mme Barbara McDougall, prononçait le 24 avril un discours portant sur l'avenir de la BAsD. En abordant les thèmes du rôle de l'Asie dans la politique mondiale, de la libéralisation des échanges et du développement des ressources humaines, elle concluait que «la Banque doit chercher sans tarder à assumer un rôle encore plus efficace dans une région en pleine évolution et (...) être prête à intervenir davantage sur le plan stratégique et à se restructurer en conséquence».²⁴

F — Les relations canado-américaines

1 – Les questions commerciales

Le Canada sortait gagnant de la contestation extraordinaire demandée par les États-Unis dans l'épineux dossier de la viande de porc. Dans sa décision du 14 juin, le Comité de révision a soutenu la position canadienne voulant que le groupe spécial ait bien agi en ordonnant le réexamen de la décision de la Commission américaine de commerce international. En vertu de cette décision qui lie les deux parties, l'imposition du droit compensateur sera révoquée et plus de \$20 millions pourront être remboursés aux exportateurs canadiens.²⁵

Si ce volet des négociations commerciales canado-américaines était maintenant clos, un autre s'ouvrait alors que les négociations sur l'extension des services aériens bilatéraux débutaient à Ottawa les 11 et 12 avril. Les négociateurs en chef, le Canadien James Harris et l'Américain Charles Angevine, se retrouvaient même à Washington les 5 et 6 juin pour une deuxième série de négociations. Les principaux points de discussion concernent l'application graduelle de l'accord, l'accès aux aéroports canadiens et le type de sauvegarde requis.²⁶

24. Gouvernement du Canada, *Communiqué no 91-25*, 20 mars 1991; Secrétaire d'État aux Affaires extérieures, *Déclaration no 21/91*, 24 avril 1991; voir aussi Cabinet du Premier ministre, *Discours*, 24 avril 1991.

25. Gouvernement du Canada, *Communiqué no 139*, 14 juin 1991; Maurice GIRARD, *Le Devoir*, 15 juin 1991, p. A3; Colin MacKenzie, *The Globe and Mail*, 15 juin 1991, pp. A1 et A2.

26. *Le Devoir*, 12 avril 1991, p. A5; Drew FAGAN, *The Globe and Mail*, 12 avril 1991, pp. B1 et B2; Geoffrey ROWAN, *The Globe and Mail*, 14 juin 1991, pp. B1 et B2.

2 – Le NORAD

Le 19 avril, le gouvernement canadien annonçait le renouvellement de l'accord du NORAD pour une période de cinq ans à partir de sa date d'expiration soit le 12 mai. En renouvelant cet accord, les gouvernements canadien et américain ont rappelé que la surveillance de l'espace nord-américain était de nature militaire mais engloberait aussi la détection des avions suspectés de transporter des drogues illégales.²⁷

G — Le Canada et l'Europe occidentale

1 – Voyage du Premier ministre canadien en Allemagne

La visite au Canada du ministre allemand des Affaires étrangères, M. Hans-Dietrich Gensher, le 21 mai,²⁸ et le séjour du Premier ministre canadien en Allemagne, du 13 au 16 juin, marquaient les relations canado-germaniques de ce trimestre. L'économie n'était pas l'unique objectif du séjour de M. Mulroney en Allemagne réunifiée puisque l'environnement, le sort des deux bases militaires canadiennes et la préparation du prochain sommet économique figuraient à l'ordre du jour des entretiens du Premier ministre avec les autorités du pays.²⁹ Les deux États convenaient notamment de renforcer leur coopération environnementale par le biais de stage de perfectionnement, d'ateliers scientifiques et d'échanges. L'élimination des déchets des mines d'uranium et la décontamination des sols des régions de Saxe, Thuringe et Dresde constituent dans ce domaine des dossiers prioritaires.³⁰ Par ailleurs, si aucune décision officielle n'était arrêtée sur l'ampleur, le moment ou la nature des réductions des effectifs militaires canadiens en Allemagne, le Premier ministre confirmait néanmoins une réduction du personnel canadien militaire en territoire allemand. Il rejetait ainsi l'option du retrait complet des effectifs canadiens en Europe.³¹ Enfin, les deux pays s'entendaient pour présenter à leurs partenaires du G7 un projet conjoint sur le contrôle des exportations d'armes.³²

27. Gouvernement du Canada, *Communiqué no 96*, 19 avril 1991; *Le Devoir*, 1^{er} mai 1991, p. A4.

28. Secrétaire d'État aux Affaires extérieures, *Communiqué no 120*, 17 mai 1991; *Le Devoir*, 22 mai 1991, p. A2.

29. Stephen WARD, *Le Devoir*, 12 juin 1991, p. A5; Madeleine DROHAN, *The Globe and Mail*, 14 juin 1991, p. A12.

30. Cabinet du Premier ministre, *Communiqué et Discours*, 15 juin 1991.

31. Cabinet du Premier ministre, *Discours*, 14 juin 1991; Stephen WARD, *Le Devoir*, 15 juin 1991, p. A7; Madeleine DROHAN, *The Globe and Mail*, 15 juin 1991, pp. A1 et A2.

32. *Le Devoir*, 14 juin 1991, p. A2; *La Presse*, 14 juin 1991, p. A1.

2 – Séjour du ministre du Commerce extérieur en Europe

Quittant La Haye où il avait prononcé le 3 juin une allocution devant la Chambre de Commerce Pays-Bas-Canada,³³ le ministre du Commerce extérieur, M. Michael Wilson, s'envolait pour Paris afin de diriger avec son collègue des Finances, M. Mazankowski, la délégation canadienne à la réunion ministérielle de l'Organisation de coopération et de développement économiques. La réunion de l'OCDE de cette année portait entre autres sur l'avenir des négociations commerciales multilatérales de l'Uruguay Round et le développement de relations avec des pays non-membres tels les pays de l'Europe de l'Est et de l'Europe centrale. Après ces deux jours de réunion, M. Wilson devait se rendre en Suisse pour prendre la parole devant l'Association Canada-Suisse à Zurich.³⁴

3 – La CE

Le Premier ministre canadien recevait le 12 avril le président de la Commission des Communautés européennes, M. Jacques Delors, et le président du Conseil européen, M. Jacques Santer. L'ordre du jour de ces consultations maintenant devenues régulières comprenait notamment le dossier de la surpêche et celui de l'avenir des négociations commerciales multilatérales du GATT.³⁵

4 – La Suède

M. Ingvar Carlsson, premier ministre de la Suède, effectuait une visite officielle au Canada du 23 au 27 juin. Pendant son séjour, M. Carlsson s'est entretenu avec son homologue canadien ainsi qu'avec des représentants des milieux d'affaires et des universités. Les relations bilatérales commerciales et les dossiers internationaux de sécurité collective et du désarmement étaient les principaux thèmes abordés lors de cette visite.³⁶

H — Le Canada, l'URSS et l'Europe de l'Est

1 – L'Union soviétique

Faisant escale au Canada avant d'entreprendre son voyage aux États-Unis, le président de la République de Russie, M. Boris Elstine, rencontrait de manière informelle la secrétaire d'État aux Affaires extérieures au mois de

33. Ministre du Commerce extérieur, *Déclaration no 91/28*, 3 juin 1991.

34. Gouvernement du Canada, *Communiqué no 133*, 31 mai 1991.

35. Cabinet du Premier ministre, *Communiqué*, 9 avril 1991; *Le Devoir*, 13 avril 1991, p. A2.

36. Cabinet du Premier ministre, *Communiqué*, 14 mai 1991; Hugh WINSOR, *The Globe and Mail*, 26 juin 1991, p. A3; *La Presse*, 26 juin 1991, p. B1.

juin. Ils discutaient brièvement des changements politiques et économiques en Russie et en Union soviétique.³⁷

2 – La Yougoslavie

La fin du trimestre était marquée par la déclaration d'indépendance de la Croatie et de la Slovénie et l'intervention des troupes yougoslaves que déclencha cette annonce. À l'instar de la communauté internationale, le Canada suivait de près la situation. Il exprimait une position en faveur de l'unité et de l'intégrité territoriale de la Yougoslavie pour assurer la stabilité de l'Europe centrale et il appuyait l'organisation d'une réunion d'urgence sous l'égide de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe pour discuter de cette question.³⁸

3 – Aide économique à l'Europe de l'Est

Le Canada annonçait, le 30 avril, l'octroi d'une aide de \$25 millions à la Tchécoslovaquie et de \$12,5 millions à la Hongrie pour la stabilisation de leurs balances de paiements. L'aide canadienne sera dispensée sous la forme de garanties pour les prêts consentis par les institutions financières à des taux préférentiels et selon un échéancier de remboursement allongé.³⁹ La Bulgarie, avec \$10 millions, et la Roumanie, avec \$25 millions, se voyaient accorder un soutien semblable au mois de juin.⁴⁰

I — Le Canada, l'Amérique latine et les Caraïbes

1 – Le Mexique

Venant de Houston aux États-Unis où il a rencontré son homologue américain, le président mexicain, M. Carlos Salinas de Gortari, arrivait à Ottawa le 7 avril pour une visite officielle de trois jours. Ses discussions avec le Premier ministre canadien et les premiers ministres provinciaux de l'Ontario et du Québec, de même que son allocution devant le Parlement canadien étaient principalement consacrées au dossier de la libéralisation des échanges entre son pays, le Canada et les États-Unis et à la promotion de ce projet.⁴¹ Ce thème occultait presque le contenu de cette visite mais on profitait tout de même de ce séjour pour signer quatre projets de coopération. Deux accords,

37. *Le Devoir*, 19 juin 1991, p. A2.

38. Secrétaire d'État aux Affaires extérieures, *Communiqué no 150*, 27 juin 1991 et *Communiqué no 153*, 29 juin 1991; *Le Devoir*, 27 juin 1991, pp. 1 et 4.

39. Secrétaire d'État aux Affaires extérieures, *Communiqué no 103*, 30 avril 1991.

40. Secrétaire d'État aux Affaires extérieures, *Communiqué no 145*, 19 juin 1991.

41. Cabinet du Premier ministre, *Discours*, 8 avril 1991; *The Globe and Mail*, 8 avril 1991, p. A3; Chantal HÉBERT, *Le Devoir*, 9 avril 1991, pp. A1 et A4; Madeleine DROHAN et Alan FREEMAN, *The Globe and Mail*, 9 avril 1991, pp. A1 et A6.

l'un sur la double imposition, l'autre sur les coproductions cinématographiques ou télévisées, et deux mémorandums d'ententes sur l'expansion des exportations étaient alors ratifiés.⁴²

2 – L'Uruguay

Le président de l'Uruguay, M. Alberto Lacalle Herrera, effectuait un séjour de quatre jours au Canada à la mi-mai.⁴³ Au cours des entretiens qu'il eut avec son homologue canadien, les relations bilatérales, le rôle du Canada au sein de l'Organisation des États américains et la libéralisation des échanges furent les points abordés. Les deux pays concluaient aussi des ententes sur la protection des investissements, les doubles impositions et l'établissement en Uruguay d'un centre canadien de recherche sur le développement international. Le Canada octroyait de plus \$5 millions au Fonds d'investissement social de l'Uruguay afin d'appuyer le gouvernement de ce pays dans la poursuite de son programme de réforme économique.⁴⁴

3 – L'aide humanitaire et l'aide au développement

Mme Monique Landry annonçait en avril une aide d'urgence au Costa Rica et au Panama à la suite d'un tremblement de terre. Une somme de \$500 000 était ainsi affectée à la reconstruction et la réparation des habitations touchées par ce séisme.⁴⁵

J — Le Canada et le Moyen-Orient

1 – Mission commerciale canadienne au Moyen-Orient

Moins de deux semaines après son entrée en fonction, le ministre de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie et ministre du Commerce extérieur, M. Michael Wilson, se rendait, en compagnie d'une délégation de gens d'affaires, au Moyen-Orient pour y effectuer une mission commerciale.⁴⁶ Du 4 au 8 mai, les membres de la mission visitaient l'Arabie saoudite, le Koweït et les Émirats arabes unis. Dans ces trois pays, les participants rencontraient des représentants gouvernementaux en charge du commerce, de l'industrie, des communications, des travaux publics et de la défense ainsi que plusieurs membres

42. Gouvernement du Canada, *Communiqué*, 8 avril 1991.

43. Cabinet du Premier ministre, *Communiqué*, 10 mai 1991; Isabel VINCENT, *The Globe and Mail*, 18 mai 1991, p. A7.

44. Ministre des Relations extérieures et du Développement international, *Communiqué no 91-40*, 16 mai 1991.

45. Ministre des Relations extérieures et du Développement international, *Communiqué no 91-34*, 30 avril 1991.

46. Ministre du Commerce extérieur, *Communiqué no 102*, 30 avril 1991 et *Communiqué no 111*, 7 mai 1991; voir aussi Ministre du Commerce extérieur, *Communiqué no 110*, 6 mai 1991.

des chambres de commerce locales. À Dubaï, dernière étape du voyage, le passage de la mission était particulièrement marqué par l'inauguration du nouveau Centre du Commerce canadien du Conseil commercial canado-arabe. Placé sous la direction de M. Dale Carl, ce bureau relèvera de l'ambassade du Canada au Koweït dont la zone de responsabilité englobe les Émirats arabes unis.⁴⁷

De retour au pays, le ministre Wilson indiquait avoir eu des rencontres fécondes avec ses interlocuteurs autant sur les activités de reconstruction au Koweït que sur les possibilités commerciales nouvelles en Arabie saoudite et dans les Émirats. Des retombées de cette mission sont à prévoir dans les secteurs des communications, des services d'exploitation pétrolière, des transports, de la construction et de la sous-traitance.⁴⁸

2 – La question des réfugiés kurdes

Le trimestre s'ouvrait alors que la Communauté internationale assistait, après la victoire de la coalition, aux affrontements entre l'armée irakienne et les forces populaires dans le nord du pays et à l'exode des réfugiés kurdes vers les frontières de la Turquie et de l'Iran. L'ambassadeur de l'Irak au Canada était convoqué à Ottawa dès le 3 avril à ce sujet tandis que l'ambassadeur de Turquie examinait de concert avec les autorités canadiennes des scénarios d'aide possibles.⁴⁹

La ministre des Relations extérieures et du Développement international, Mme Monique Landry se rendait, dans les jours suivants, en Iran afin de visiter les camps de réfugiés et de coordonner la contribution canadienne à l'effort d'aide internationale. À la mi-avril, la participation du Canada s'élevait à \$16,6 millions en aide d'urgence, en plus de l'envoi d'une équipe médicale le long de la frontière turco-iraquienne et de trois avions militaires de transport.⁵⁰

K — Le Canada et l'Afrique (Sud du Sahara)

1 – L'Afrique du Sud

Le gouvernement canadien s'inquiétait à la mi-mai de l'intensification de la violence dans les townships sud-africains en y voyant une menace aux

47. Ministre du Commerce extérieur, *Communiqué no 113*, 8 mai 1991; voir aussi Ministre du Commerce extérieur, *Déclaration no 91/24*, 8 mai 1991.

48. Ministre du Commerce extérieur, *Déclaration no 91/31*, 30 mai 1991; voir aussi *The Globe and Mail*, 6 mai 1991, p. A10.

49. Secrétaire d'État aux Affaires extérieures, *Communiqué no 84*, 3 avril 1991; Estanislao OZIEWICZ, *The Globe and Mail*, 11 avril 1991, pp. A1 et A2.

50. Gouvernement du Canada, *Communiqué no 91-31*, 11 avril 1991, *Communiqué no 88*, 12 avril 1991 et *Communiqué no 91-32*, 17 avril 1991; ROSS HOWARD, *The Globe and Mail*, 10 avril 1991, p. A7 et 13 avril 1991, pp. A1 et A8; PAUL KORING, *The Globe and Mail*, 18 avril 1991, pp. A1 et A12.

négociations entre le gouvernement de ce pays et le Congrès national africain.⁵¹ Près d'un mois plus tard, il pressait de nouveau l'Afrique du Sud d'entamer des négociations constitutionnelles et se disait satisfait de l'adoption d'un projet de loi sur l'abolition des lois d'enregistrement de la population et de la propriété.⁵²

Par ailleurs, la presse écrite rapportait au cours du trimestre la possibilité d'un voyage du Premier ministre canadien en Afrique du Sud. L'éventuelle visite de M. Mulroney pourrait avoir lieu à l'automne alors qu'il sera au Zimbabwe, pays voisin de l'Afrique du Sud, pour assister à une réunion du Commonwealth.⁵³

2 – L'Éthiopie

Le Canada observait de près la situation en Éthiopie alors que le président Mengistu Hailé Mariam quittait son pays pour le Zimbabwe et que des négociations de paix devaient s'ouvrir à Londres. «La volonté du gouvernement actuel en Éthiopie d'œuvrer à la mise en place d'un gouvernement de transition va créer les conditions qui permettront le succès des négociations de paix» estimait la secrétaire d'État aux Affaires extérieures qui réitérait également un appel à un cessez-le-feu afin de faciliter l'acheminement de l'aide alimentaire d'urgence.⁵⁴ Dans ce domaine, le Canada avait octroyé au mois d'avril une nouvelle contribution de \$30 millions à l'Éthiopie et au Soudan pour aider à combattre la famine qui sévit dans ces pays.⁵⁵ Mme Landry annonçait également à la fin du trimestre la participation du Canada à titre d'observateur à la Conférence nationale éthiopienne qui débutera en juillet à Addis-Abeba. L'objectif de cette conférence consiste à jeter les bases devant mener à la création d'un gouvernement de transition représentatif.⁵⁶

3 – Le Zaïre

Le directeur général des élections du Canada, M. Jean-Pierre Kingsley, revenait au pays à la mi-mai après une mission d'une semaine au Zaïre. Dans le rapport qu'il doit préparer pour le gouvernement zaïrois et les autorités canadiennes, M. Kingsley entend recommander l'octroi d'une aide multilatérale financière et technique et la création d'un groupe d'observateurs pour

51. Secrétaire d'État aux Affaires extérieures, *Communiqué no 116*, 16 mai 1991.

52. Secrétaire d'État aux Affaires extérieures, *Communiqué no 143*, 17 juin 1991.

53. Robert Russo, *Le Devoir*, 22 mai 1991, p. A2; *The Globe and Mail*, 26 juin 1991, p. A1.

54. Affaires extérieures et Commerce extérieur, *Communiqué no 124*, 23 mai; voir aussi Ministre des Relations extérieures et du Développement international, *Communiqué no 115*, 10 mai 1991; Warren CARAGATA, *The Globe and Mail*, 3 juin 1991, p. A8.

55. Ministre des Relations extérieures et du Développement international, *Communiqué no 91-27*, 3 avril 1991.

56. Ministre des Relations extérieures et du Développement international, *Communiqué no 152*, 28 juin 1991.

l'organisation d'élections libres dans ce pays. La tenue des élections présidentielles, législatives et locales au Zaïre est prévue pour la fin de cette année.⁵⁷

L — Le Canada, l'Asie et l'Océanie

1 — Voyage du Premier ministre canadien à Hong-Kong et au Japon

Le Premier ministre canadien passait dix jours en Asie à la fin du mois de mai.⁵⁸ M. Mulroney arrivait à Hong-Kong le 22 et y séjournait les quatre jours suivants. Cette visite permettait au Canada de renouveler son appui à Hong-Kong à l'approche de l'échéance de 1997 et de réitérer le désir du Canada de voir s'accroître la proportion des ressortissants asiatiques dans l'ensemble de son immigration. M. Mulroney confirmait ces intentions durant les entretiens qu'il tenait avec le gouverneur Wilson et les gens d'affaires de la Chambre de Commerce à Hong-Kong et par la visite d'un camp de réfugiés indochinois.⁵⁹

La visite asiatique du Premier ministre se poursuivait au Japon du 26 au 31 mai. Ce séjour, le premier de M. Mulroney dans ce pays depuis 1986, débutait par l'inauguration officielle de la nouvelle ambassade canadienne et par des rencontres avec des représentants de la communauté d'affaires japonaise.⁶⁰ Le lendemain, M. Mulroney avait rendez-vous avec son homologue, M. Toshiki Kaifu, et leurs discussions portèrent en grande partie sur des questions internationales. Au cours de ce tête-à-tête, M. Kaifu a notamment présenté ses excuses pour le traitement infligé aux prisonniers de guerre canadiens durant la Seconde Guerre mondiale.⁶¹ Les deux hommes se sont également trouvés d'accord pour appuyer la tenue d'une rencontre entre le Président soviétique et les leaders du Groupe des Sept à l'issue du Sommet économique de juillet à Londres.⁶² Par ailleurs, M. Mulroney se montrait favorable à l'admission du Japon au sein du Conseil de Sécurité des Nations Unies. «Le Canada, expliquait-t-il le lendemain, est prêt à appuyer des réformes aux Nations Unies qui permettraient au Japon de jouer, dans les affaires politiques et sociales du monde, un rôle de leadership à la mesure de ses réalisations économiques et son envergure dans le monde».⁶³

Au niveau bilatéral, les relations économiques, dont le difficile dossier de l'imposition d'un tarif douanier sur le bois d'œuvre canadien, étaient passées en revue, mais on retiendra surtout de ces discussions la création d'un groupe

57. Michel VENNE, *Le Devoir*, 22 mai 1991, p. B6.

58. Cabinet du Premier ministre, *Communiqué*, 26 avril 1991.

59. Voir les trois discours du Premier ministre du 24 mai; *Le Devoir*, 23 mai 1991, p. A2; Edith TERRY, *The Globe and Mail*, 23 mai 1991, p. A11; *The Globe and Mail*, 24 mai 1991, p. A11.

60. Cabinet du Premier ministre, *Discours*, 27 mai 1991; Gerry Arnold, *Le Devoir*, 28 mai 1991, p. A5; Edith TERRY, *The Globe and Mail*, 28 mai 1991, pp. B1 et B8.

61. Gerry ARNOLD, *Le Devoir*, 29 mai 1991, p. A2; Edith TERRY et Rudy PLATIEL, *The Globe and Mail*, 29 mai 1991, pp. A1 et A2.

62. Edith TERRY, *The Globe and Mail*, 29 mai 1991, p. B2.

63. Cabinet du Premier ministre, *Discours*, 28 mai 1991.

binational, «le Forum Canada-Japon 2000», qui transmettra ses avis sur l'intensification des relations économiques, politiques et culturelles entre les deux pays. La présidence de ce forum sera assurée par l'ancien premier ministre de l'Alberta, M. Peter Lougheed, et par le vice-président de la Commission trilatérale, M. Yoshio Okanawa.⁶⁴

Les relations officielles avec le Japon seront également renforcées, apprenait-on lors d'une allocution de M. Mulroney à Osaka. Ainsi, dès cet automne, le Canada se dotera d'un consulat à Fukuoka et d'un second en 1992 à Nagoya. Trois représentants commerciaux honoraires seront de plus nommés pour desservir les villes de Sapporo, de Sendai et d'Hiroshima. Jusqu'à présent, l'ambassade canadienne était la seule représentation diplomatique du Canada au Japon.⁶⁵ Avant de quitter le pays, M. Mulroney eut un dernier entretien avec M. Kaifu et rencontra l'empereur Akihito lors d'un dîner officiel.

2 – L'Inde

C'est avec un «profond regret» que le Canada apprenait la nouvelle de l'assassinat de l'ancien premier ministre indien, M. Rajiv Gandhi, alors qu'il faisait campagne dans l'État de Tamil Nadu pour sa réélection.⁶⁶ La secrétaire d'État aux Affaires extérieures, Mme Barbara McDougall, représente le Canada aux funérailles de M. Gandhi qui ont lieu le 24 mai.⁶⁷

3 – Le Népal

En mai, l'ACDI acceptait de fournir un montant de \$90 000 pour la tenue des élections pluripartites au Népal, les premières depuis 1958. Le Canada devra également y déléguer une équipe d'observateurs.⁶⁸

4 – Le Vietnam

L'ouverture d'un bureau diplomatique à Hanoï, au Vietnam, était officiellement annoncée à la mi-juin. L'administration de ce nouveau bureau sera déléguée à un chargé d'affaires lequel relèvera directement de l'ambassadeur du Canada à Bangkok.⁶⁹

64. Gouvernement du Canada, *Communiqué*, 28 mai 1991.

65. Cabinet du Premier ministre, *Discours*, 29 mai 1991; Gerry ARNOLD, *Le Devoir*, 30 mai 1991, p. A5.

66. Secrétaire d'État aux Affaires extérieures, *Communiqué no 121*, 21 mai 1991; voir aussi Marie TISON, *Le Devoir*, 22 mai 1991, p. A4.

67. Secrétaire d'État aux Affaires extérieures, *Communiqué no 122*, 22 mai 1991.

68. Affaires extérieures et Commerce extérieur Canada, *Communiqué no 112*, 7 mai 1991.

69. Secrétaire d'État aux Affaires extérieures, *Communiqué no 144*, 18 juin 1991; *The Globe and Mail*, 19 juin 1991, p. A7.

5 – L'aide humanitaire et l'aide au développement

À diverses reprises au cours du trimestre, l'ACDI venait en aide à la population du Bangladesh touchée par l'important cyclone qui frappait ce pays le 29 avril. En date du 28 mai, la contribution canadienne s'élevait à plus de \$8 millions alloués à divers organismes spécialisés, privés ou publics, et répartis selon les besoins de la population.⁷⁰ Près d'un mois plus tard, une nouvelle aide était attribuée aux Philippines en réponse à la demande de nouveaux secours d'urgence et \$50 000 étaient alors versés aux victimes de l'éruption du volcan Pinatubo.⁷¹

Par ailleurs, la Société pour l'expansion des exportations accordait divers prêts, dont plusieurs à la Chine, au cours des mois de mai et juin. Des ventes de matériel de télécommunications en Indonésie et la fourniture d'équipement numérique à la Chine pourront ainsi se concrétiser.⁷²

M — L'Arctique

Le ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien, M. Tom Siddon, participait à la mi-juin à la réunion de Rovaniemi, en Finlande, où il rencontrait ses homologues du Danemark, des États-Unis, de la Finlande, de l'Islande, de la Norvège, de la Suède et de l'Union soviétique pour discuter des problèmes environnementaux dans l'Arctique. Les délégués adoptaient alors une déclaration commune pour une stratégie de protection de l'environnement de cette région.⁷³

N — Chronologie thématique*

Échange militaire canado-japonais

25 avril :

Le Ministère de la Défense annonce la visite du ministre d'État à la Défense du Japon, M. Yukihiko Ikeda, les 28 et 29 avril. (Ministère de la Défense nationale, *Communiqué no 16/91*, 25 avril 1991).

70. Ministre des Relations extérieures et du Développement international, *Communiqué no 91-41*, 28 mai 1991 ; voir les *Communiqués no 91-35, no 91-36, no 91-37, et no 91-39*.

71. Ministre des Relations extérieures et du Développement international, *Communiqué no 91-43*, 18 juin 1991.

72. Ministre du Commerce extérieur, *Communiqués no 140, no 141 et no 142* du 17 juin 1991 ; Ministre du Commerce extérieur, *Communiqué no 127*, 28 mai 1991 ; Gouvernement du Canada, *Communiqué no 125*, 27 mai 1991.

73. Rudy PLATIEL, *The Globe and Mail*, 10 juin 1991, p. A7 ; *Le Devoir*, 14 juin 1991, p. A9.

* Cette chronologie n'est pas exhaustive. Elle mentionne essentiellement des événements non rapportés dans les rubriques précédentes.

Entente militaire canado-soviétique

10 au 15 mai :

Le général Mikhaïl Moïseïev, chef de l'état major général des forces armées soviétiques et premier sous-ministre de la défense, est de passage au Canada, pour signer avec son vis-à-vis canadien, le général John de Chastelain, une entente sur la prévention des activités militaires dangereuses. (Ministère de la Défense nationale, *Communiqué no 20/91*, 8 mai 1991; *Le Devoir*, 11 mai 1991, p. A3; *The Globe and Mail*, 11 mai 1991, p. A5)

Mission du Président de la BAD

Fin mai :

Le Président de la Banque africaine de développement et président du conseil de la table ronde des gens d'affaires d'Afrique, M. Babacar Ndiaye, dirige une mission à Montréal, Ottawa et Toronto pour solliciter auprès des gens d'affaires et des autorités politiques canadiennes des investissements publics et privés. (Claude Turcotte, *Le Devoir*, 28 mai 1991, p. A5)

Le Canada et le Traité de non-prolifération

7 juin :

La secrétaire d'État aux Affaires extérieures, Mme Barbara McDougall, se réjouit de l'adhésion de la Zambie et de la Tanzanie au Traité de non-prolifération des armes nucléaires. (Secrétaire d'État aux Affaires extérieures, *Communiqué no 136*, 7 juin 1991)

Rencontre des ministres européens de la Justice à Ottawa

mi-juin :

Les ministres de la Justice des pays membres du Conseil de l'Europe et la secrétaire générale du Conseil, Mme Catherine Lalumière, se retrouvent à Ottawa pour une réunion informelle de trois jours. Le Canada, bien qu'il ne fasse pas partie de cet organisme, assiste aux travaux du Conseil depuis plusieurs années et a offert son expertise dans l'informatisation de la gestion et la modernisation du processus judiciaire. (Marie-Claude Lortie, *La Presse*, 19 juin 1991, pp. A5 et A6)

Soutien à la banque canadienne des céréales

18 juin :

L'Agence canadienne de développement international signe une entente de trois ans avec la *Canadian Foodgrains Bank*, un organisme qui assume le transport de surplus de céréales canadiennes vers des pays en développement. L'ACDI versera \$16 millions par année à cette organisation. (Ministre des Relations extérieures et du Développement international, *Communiqué no 91-42*, 18 juin 1991)

Le Canada, les réfugiés et les Nations Unies

20 juin :

Le ministre de l'Immigration, M. Bernard Valcourt, rencontre le représentant au Canada du Haut-commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, M. Dessalegn Chefeke, pour discuter de l'engagement du Canada vis-à-vis du problème des réfugiés. (Ministre de l'Emploi et de l'Immigration, *Communiqué no 91-17*, 20 juin 1991)

Nominations diplomatiques

17 mai 1991 :

M. Randolph Gherson remplace M. Alan Beesley au poste d'ambassadeur pour la conservation des pêches. (Gouvernement du Canada, *Communiqué no 119*, 17 mai 1991).

28 juin 1991 :

Un nouvel ambassadeur, M. Leonard Edwards, représentera le Canada en Corée du Sud. (Secrétaire d'État aux Affaires extérieures, *Communiqué no 151*, 28 juin 1991).

II – Les relations extérieures du Québec

(avril à juin 1991)

A — Aperçu général

Le ministre des Affaires internationales du Québec, M. John Ciaccia, procédait le 10 avril à la défense des crédits de son ministère. On apprenait alors que le budget du MAI pour l'exercice financier de 1991-1992 passerait de \$106.5 millions à \$111.7 millions, cette augmentation, expliquait M. Ciaccia, étant attribuable à l'extension du réseau des représentations à l'étranger avec les nouveaux locaux de Séoul, Prague, Vienne, Rabat et du Caire. Ce plan de dépense requiert d'ailleurs 43 % du budget total prévu, c'est-à-dire 4 % de plus que l'an dernier. M. Ciaccia rappelait aussi que le dépôt d'une nouvelle politique des affaires internationales est imminent, l'élaboration de cette politique étant entrée dans «sa phase finale».¹ Le ministre de la Francophonie dressait également un bilan positif de l'exercice financier de 1990-1991 en présentant les acquis et les stratégies futures de la contribution du Québec à l'espace francophone.²

Ces bilans administratifs et la fin de la session parlementaire qui les accompagne sont un prélude à la période estivale souvent annonciatrice d'un ralentissement des activités à l'étranger. On notera cependant la mission en

1. Discours de M. John Ciaccia, *Défense des crédits*, 10 avril 1991.

2. Cabinet du ministre délégué à la Francophonie, *Communiqué de presse*, 10 avril 1991 et *Discours*, *Défense des crédits*, 9 avril 1991.